

Allemagne : moins de réformes, plus de rigueur ?

*Jean Pisani-Ferry**

D'inspiration libérale, le programme électoral d'Angela Merkel mettait le cap sur les réformes et renvoyait à 2009 le retour du déficit budgétaire sous la barre des 3% (pour l'élimination du déficit, il envisageait... 2013). La plate-forme de coalition dont les contours commencent à se dessiner au fil des discussions avec le SPD de Gerhard Schröder taille dans les projets de réformes, mais Peer Steinbrück, le futur ministre des Finances, affiche la volonté de s'attaquer au déficit.

Retournement de priorités ? Il y a certainement bien des raisons pour mettre en ordre les finances publiques allemandes. Depuis 2002, le déficit avoisine les 4% du PIB, et la dette publique est au même niveau qu'en France. Plus grave, tant que l'Allemagne, qui avait imposé le Pacte de stabilité, s'affranchira de ses disciplines, l'Europe aura le plus grand mal à faire entendre raison à l'Italie, qui détient le record de l'endettement, ou à la Grèce, qui affiche un déficit à plus de 6% du PIB.

Cependant la CDU ne l'ignorait pas. Alors, pourquoi n'être pas restée fidèle à l'orthodoxie ? Et pourquoi changer maintenant ? Electoralisme, dira-t-on. L'argument n'est guère convaincant, car l'opinion allemande est hostile au laxisme. Il y a une raison plus profonde : pour Helmut Kohl, la maîtrise des finances publiques était, avec la stabilité monétaire, la négociation collective et la concurrence, un des piliers du modèle rhénan. Il n'envisageait pas plus d'y renoncer que de s'attaquer aux syndicats ou à la protection sociale. Angela Merkel avait, elle, fait le choix d'une transformation en profondeur de ce modèle et comme avant elle Ronald Reagan ou George Bush, elle donnait priorité aux réformes et à la baisse des impôts – quant au déficit, on verrait après.

La coïncidence entre réformes libérales et déficits budgétaires est en fait assez fréquente, pour deux raisons. La première est purement politique : un déficit justifie de tailler dans les dépenses. Ronald Reagan a été, en 1980, le premier à comprendre que l'orthodoxie traditionnelle des Républicains faisait le lit de la dépense publique. Mais il y a une seconde raison, économique celle-là : les réformes du marché du travail ou le renforcement de la concurrence commencent en général par ralentir l'économie avant d'avoir des effets positifs. Prenons, par exemple, un assouplissement des licenciements : dans un premier temps, les entreprises réduisent leurs effectifs, les ménages s'inquiètent du risque de chômage, la consommation chute. Pour amortir ce choc, il vaut mieux ne pas en même temps serrer la vis budgétaire – et il vaut peut-être même mieux la desserrer. C'est pourquoi les libéraux conséquents sont rarement orthodoxes.

Il y aurait donc une certaine logique à ce que la déconfiture des libéraux allemands se traduise par un retour en force des orthodoxes. Moins de réformes, mais plus de rigueur ? Si cette tendance se confirme, elle ne sera pas sans effets sur l'Europe et la France.

* Directeur de Bruegel (www.bruegel.org)